



U15 Canada Propositions pour le budget
2024

Le 2 août 2023

Recommandations

U15 Canada fait les recommandations suivantes pour mettre fin à l'érosion de l'écosystème de la recherche du Canada et de la réputation de notre pays sur la scène internationale et inverser la fuite des cerveaux.

Pour former les talents hautement qualifiés susceptibles de contribuer et de puiser au bassin mondial du savoir nécessaire pour susciter l'innovation :

- 1. U15 Canada recommande, d'une part, d'augmenter de 50 % le financement octroyé aux bourses d'études supérieures ainsi qu'aux bourses doctorales et postdoctorales ensuite indexé et, d'autre part, de doubler le nombre de bourses d'études supérieures** pour remédier à la baisse à long terme de la valeur et de l'accessibilité des bourses d'études ainsi que pour attirer et retenir le meilleur espoir du Canada de relever les défis et de saisir les occasions qui se présenteront ces prochaines années.
- 2. U15 Canada recommande que le gouvernement fédéral augmente chaque année d'au moins 10 % les budgets de base des conseils subventionnaires (CRSNG, CSRH et IRSC) et de la FCI durant cinq ans** pour assurer la compétitivité mondiale du Canada dans l'avancement de la recherche qui sous-tend tous les efforts consentis pour créer un avenir meilleur, notamment par la formation de talents hautement qualifiés grâce à l'assistantat en recherche.
- 3. U15 Canada recommande de créer 750 nouvelles chaires de recherche du Canada à l'intention de chercheurs en début et en milieu de carrière (Niveau II) assorties d'une aide à l'exploitation de la recherche et de fonds pour l'infrastructure de recherche** afin d'aider le Canada à attirer et à conserver des talents hautement qualifiés susceptibles de susciter des innovations dans toutes les sphères de la société.
- 4. U15 Canada recommande d'accroître les possibilités de recherche au premier cycle par l'entremise des programmes existants des organismes subventionnaires** afin d'élargir le bassin initial des talents potentiels de l'écosystème de la recherche et de l'innovation du Canada.

Afin de stimuler la croissance économique, d'augmenter la productivité, de susciter l'innovation et, ainsi, d'accélérer la transition du Canada vers un avenir durable, prospère et juste.

- 5. U15 Canada recommande d'étendre le Fonds d'excellence en recherche Apogée Canada (« FERAC »)** pour rehausser le développement de centres d'excellence dans de nouveaux domaines.
- 6. U15 Canada recommande d'investir chaque année 200 millions de dollars pour favoriser la recherche dans des domaines sensibles** afin de financer des projets de recherche dans des domaines qui, selon les listes des domaines de recherche sensibles et des technologies sensibles du Canada, nécessitent des mesures supplémentaires

en matière de sécurité nationale, notamment l'application des *Lignes directrices sur la sécurité nationale pour les partenariats de recherche*.

7. **U15 Canada recommande la mise en œuvre de l'engagement de la plateforme libérale de verser 75 millions de dollars pour des partenariats privés**, y compris ceux qui font intervenir l'aide de la Corporation d'innovation du Canada, dont les entreprises dépendent souvent lorsqu'elles collaborent avec des universités.

Introduction : Contexte national et mondial

Depuis le milieu du 20^e siècle, les pays de tête s'accordent de plus en plus pour dire que de solides activités scientifiques et de recherche sous-tendent les sociétés justes, prospères et résilientes de trois façons directes :

1. Le rendement garanti sur les investissements dans la recherche correspond au développement de talents hautement qualifiés qui deviennent des moteurs de l'innovation dans toutes les sphères de la société.
2. Les investissements dans la recherche permettent d'obtenir de nouveaux renseignements, de faire des découvertes et d'obtenir des percées susceptibles de donner lieu à la création de nouveaux produits et processus et de nouvelles politiques dans tous les secteurs.
3. Les investissements dans la recherche permettent à un pays d'avoir, sur son territoire, des experts capables de tirer parti du bassin mondial du savoir et de l'innovation tant en période de crise, comme lors de la récente pandémie, que pour favoriser l'innovation continue dans les industries et la société civile.

Au Canada, alors que les effets du changement climatique et les possibilités de la transformation numérique sont arrivés sur l'avant-scène parallèlement à l'émergence des économies fondées sur le savoir dans les années 1990, le gouvernement a amorcé un programme ambitieux afin de commencer à édifier un écosystème de la recherche et de l'innovation mondialement concurrentiel fondé sur des talents hautement qualifiés. Cette initiative a mis les universités au centre de l'écosystème afin de reconnaître l'importance économique des PME du Canada, des multinationales étrangères et des industries qui ne ressentaient pas encore la pression concurrentielle d'innover leurs activités. Suite à des augmentations de l'investissement dans la recherche consenties par des gouvernements fédéraux successifs, les universités canadiennes sont passées d'une bonne réputation nationale à une renommée internationale retentissante grâce à la formation accrue de talents hautement qualifiés qui ont stimulé l'acquisition du savoir et suscité l'innovation, notamment dans le secteur des TI. La pression concurrentielle continuellement faible d'innover dans la majorité des secteurs de l'économie a fait que nombre d'entreprises ont poursuivi leur course sans prêter attention à la recherche-développement¹. Cependant, les entreprises qui ont cherché à innover ont compté sur les

¹ En 2015, le pourcentage de la recherche-développement universitaire financée par l'industrie au Canada s'élevait à 7,8 %; ce pourcentage est bien à la traîne par rapport aux autres pays de même envergure comme la Corée du Sud, à 12,5 %, et la Chine, à 27,5 %. Voir Conseil des académies canadiennes, 2018. *Rivaliser dans une économie*

universités, tel que prévu; en 2021, les fonds alloués par les entreprises à la recherche-développement universitaire ont atteint 1,285 milliard de dollars, un record absolu. Résultat : le Canada a commencé à procéder à une transition relativement réussie vers la nouvelle économie et la société du 21^e siècle.

Entretemps, le Canada a, cependant, perdu des plumes alors que toutes les sociétés sont confrontées à des défis mondiaux accrus. Les phénomènes météorologiques extrêmes et les feux de forêts ravageurs soulignent la réalité de plus en plus claire et dangereuse de l'aggravation du changement climatique. Les transformations numériques font maintenant intervenir les défis et les possibilités de l'IA génératrice, de la cybersécurité et de la composition et de la définition de la main-d'œuvre. La COVID-19 a exposé tant l'interconnexion mondiale accrue que l'importance renouvelée des frontières géopolitiques. Au même moment, certains acteurs étrangers ont de plus en plus tenté de saper les institutions du Canada, dont notre écosystème de recherche ouverte.

Ces enjeux et d'autres défis mondiaux et nationaux profonds intensifient la pression d'innover dans tous les secteurs du Canada. Chaque entreprise, institution et communauté doit dès maintenant chercher à fonctionner de façon durable et à être numériquement équipée, et se préparer à relever les défis tant prévus qu'imprévus du 21^e siècle. En dépit des défis croissants qui nécessitent de l'innovation, la capacité des principales universités de soutenir l'écosystème de l'innovation et de la recherche du Canada court maintenant des risques pour trois raisons nationales et internationales :

1. Les alliés et les concurrents du Canada ont fait du ré-investissement lourd dans la recherche le fondement de leurs stratégies de croissance économique. La *US Chips and Science Act* (loi sur les puces et la science) annoncée deux semaines avant l'*Inflation Reduction Act* (loi sur la réduction de l'inflation) prévoit 200 milliards de dollars sur 10 ans pour la science (dont 81 milliards de dollars serviront à la National Science Foundation, soit une augmentation de 36 milliards de dollars par rapport au budget existant). L'Atlantic Declaration, un partenariat à volets multiples entre les É.-U. et le R.-U., a été annoncée cette année; elle définira un rapprochement inédit entre les deux pays afin d'intensifier leur coopération dans les domaines de la science et de la technologie. De même, le Japon a annoncé un fonds de 87 milliards de dollars pour faire de son pays un chef de file scientifique et technologique, à l'instar du R.-U., qui a consenti un investissement de 20 milliards de dollars. Ces investissements menacent la souveraineté du Canada en réduisant notre capacité interne et notre sécurité nationale
2. L'inflation à laquelle nous sommes confrontés depuis quelques années a substantiellement affaibli l'écosystème de la recherche dans son ensemble.
3. Pour la première fois depuis les années 1990, les deux budgets consécutifs de 2022 et de 2023 ne comprenaient pas de nouveaux investissements pour les organismes subventionnaires de la recherche du Canada. Cette absence a été tout particulièrement remarquable du fait qu'en 2015, le gouvernement fédéral est arrivé au pouvoir avec la promesse de rendre à la science et à la recherche de classe mondiale son rôle historique

mondiale axée sur l'innovation : L'état de la R-D au Canada. Ottawa: Comité d'experts sur l'état de la science, de la technologie et de la recherche-développement industrielle au Canada. Conseil des académies canadiennes, p. 15.

dans l'édification d'un avenir meilleur pour le Canada. Après avoir pris des mesures initiales, dont la création d'un ministère des Sciences et la nomination d'une conseillère scientifique en chef, le gouvernement a mis en œuvre le rapport Naylor grâce à d'importants investissements prévus au budget de 2018. Cependant, depuis, et en dépit du rôle central d'une capacité de recherche de classe mondiale durant la pandémie, le gouvernement fédéral s'est de plus en plus détourné de la science et de la recherche. Résultat : l'érosion de l'écosystème de la recherche du Canada est devenue de plus en plus évidente, et remarquée non seulement au Canada, mais aussi à l'étranger; les auteurs d'un récent article ont repris l'observation couramment faite par d'autres pays selon laquelle, après un investissement initial exponentiel dans la recherche de base, une dérive croissante s'est installée, ainsi qu'une crainte grandissante concernant l'avenir du Canada².

L'effet de ces facteurs nationaux et mondiaux sur la capacité interne et la position internationale du Canada est déjà manifeste. La valeur des bourses des trois organismes subventionnaires n'a pas bougé en 20 ans en dépit d'une inflation de 52 % depuis 2003, et n'est plus concurrentielle sur le plan mondial. Le Canada se situe aujourd'hui au 26^e rang du classement de l'OCDE concernant la proportion des diplômés de niveau supérieur. Sans surprise, selon un récent sondage de Statistique Canada, il y a une pénurie nationale de chercheurs d'emplois hautement scolarisés³. De même, le rang du Canada au classement mondial du nombre de chercheurs par 1 000 habitants a chuté du huitième rang en 2011 au dix-huitième rang en 2019⁴. Ces indicateurs, entre autres, soulignent que le Canada doit immédiatement renouveler son engagement envers un solide écosystème de la recherche et de l'innovation pour établir le fondement d'une société prospère, juste et résiliente dans ce 21^e siècle turbulent caractérisé par des changements rapides.

Des talents hautement qualifiés

Afin d'accroître le développement du personnel hautement qualifié qui contribue au bassin du savoir mondial et en tire parti tout en suscitant l'innovation, U15 Canada fait les recommandations suivantes :

U15 Canada recommande d'augmenter de 50 % le financement fédéral octroyé aux bourses d'études supérieures ainsi qu'aux bourses doctorales et postdoctorales et de l'indexer en fonction de l'inflation, soit une augmentation de 1,987 milliard de dollars sur cinq ans, ainsi qu'un doublement du nombre de bourses d'études supérieures. Cette augmentation permettrait de remédier à la baisse à long terme de la valeur et de l'accessibilité des bourses et favoriserait l'attraction et la rétention du meilleur espoir du Canada de relever les défis et de

² Paul Basken, « Is Justin Trudeau failing the Canadian science test », *Times Higher Education*, le 20 juillet 2013.

³ Canada. Statistique Canada. *Chômage et postes vacants selon le niveau de scolarité, de 2016 à 2022*. Ottawa: Statistique Canada, 2023. Statistique Canada. Web. Le 23 juillet 2023.

⁴ Bouchard, Frédéric, et coll. *Report of the Advisory Panel of the Federal Research Support System*. Centre de services aux citoyens d'ISDE, 2023, <https://ised-isde.canada.ca/site/panel-federal-research-support/sites/default/files/attachments/2023/Advisory-Panel-Research-2023.pdf>, p.45.

saisir les occasions des prochaines années. Le nombre de bourses des programmes de BESC-M et de BESC-D est demeuré relativement statique depuis 2007 en dépit d'une augmentation des inscriptions aux programmes de premier et de deuxième cycles. Entre 2006 et 2007 et 2013 et 2014, le nombre d'aspirants au doctorat à temps plein inscrits dans les universités canadiennes a augmenté de plus de 38 % et celui des aspirants à la maîtrise de 32 %⁵. De plus, le montant des bourses n'a pas bougé depuis la création du programme en 2003, ce qui équivaut à une baisse de 52 % à cause de l'inflation⁶. Associés à la baisse du financement des prix spécifiques au conseil, les montants totaux, compte tenu de l'inflation, octroyés aux bourses d'études de maîtrise ont substantiellement diminué depuis 2006-2007, tandis que les bourses doctorales n'ont pas bougé (en dépit de la création du prix Vanier). De même, les prix doctoraux spécifiques au conseil du CRSNG et du CRSHC représentent 60 % de la valeur d'un prix BESC-D et n'ont pas augmenté depuis de nombreuses années.

Même avec des financements supplémentaires, comme l'assistantat à l'enseignement et les bourses universitaires, l'allocation annuelle moyenne complète s'élève à 23 750 \$ pour les aspirants au doctorat et à 19 725 \$ pour les aspirants à la maîtrise⁷. Selon les données, il faut que l'allocation moyenne pour les étudiants de deuxième cycle s'élève à 39 006 \$ par année pour correspondre au coût de la vie actuelle au Canada⁸. Par contre, la bourse doctorale équivalente administrée aux É.-U. par la NSF est évaluée à 65 000 \$ par rapport à 21 000 \$ pour la PBES-D et à 35 000 \$ pour la BESC-D au Canada.

Les montants des bourses postdoctorales sont aussi demeurés statiques; même avec l'arrivée de la bourse postdoctorale Banting en 2010, les fonds indexés octroyés aux bourses de tous les conseils subventionnaires ont diminué de 20 % depuis 2006-2007⁹. L'une des conséquences que l'on constate est que, d'un côté, on réclame des subventions à la recherche pour aider le nombre croissant de boursiers postdoctoraux au Canada et, de l'autre, la valeur de cette aide a chuté à un niveau inférieur à celui de nos concurrents sur la scène mondiale. Par exemple, la bourse postdoctorale de la NSF est évaluée à 106 000 \$CAD, par rapport aux 45 000 \$ offerts par l'entremise des conseils subventionnaires canadiens.

U15 Canada recommande que le gouvernement fédéral augmente chaque année d'au moins 10 % les budgets de base des conseils subventionnaires (CRSNG, CSRH et IRSC) et de la FCI durant cinq ans, pour une augmentation d'environ 4,3 milliards de dollars sur cinq ans. Il est urgent de procéder à une augmentation pour maintenir la santé et la vitalité de l'écosystème de la recherche du Canada en favorisant la recherche fondamentale axée sur la découverte, qui est le fondement de la réussite de la recherche à venir. Actuellement, la recherche de classe

⁵ Naylor, C. David, et coll. *Canada's Fundamental Science Review*. Conseil consultatif pour l'examen du soutien fédéral à la recherche fondamentale, 2017, https://ised-isde.canada.ca/site/canada-fundamental-science-review/sites/default/files/attachments/2022/ScienceReview_April2017-rv.pdf, p.139.

⁶ Soutenez notre science. Exposé au Comité permanent des sciences et de la recherche de la Chambre des communes. Étude sur les bourses d'études supérieures et les bourses postdoctorales. Ottawa: 2023, p. 2.

⁷ *Ibid.*

⁸ Laframboise, Sarah, et coll. « Analysis of financial challenges faced by graduate students in Canada. » *Biochemistry and Cell Biology*. <https://doi.org/10.1139/bcb-2023-0021>.

⁹ Naylor, p.139.

mondiale du Canada repose sur l'aide à la recherche fondamentale octroyée par les conseils subventionnaires et la FCI. Le rapport Bouchard du conseil consultatif du gouvernement fédéral a mis en lumière la nécessité de faire d'autres investissements à cause des défis auxquels l'écosystème de la recherche est confronté : l'augmentation du nombre d'étudiants des cycles supérieurs et de boursiers postdoctoraux dans l'écosystème de la recherche, les répercussions de l'inflation sur la valeur du financement et l'importance de favoriser une recherche mondialement concurrentielle. Le rapport Bouchard appelait également à une mise à jour du système d'aide à la recherche du Canada. U15 Canada encourage la mise en œuvre de ce rapport, notamment la création du conseil consultatif national recommandé, le développement d'un nouveau mécanisme de gouvernance pour la recherche interdisciplinaire, internationale et axée sur une mission ainsi que les recommandations connexes visant à améliorer l'efficacité, y compris celles qui concernent l'établissement d'une feuille de route pour de grandes installations de recherche. Ensemble, ces changements et de nouveaux investissements majeurs augmenteront la capacité des chercheurs de collaborer librement et d'amorcer des projets plus audacieux et plus risqués. De plus, ces mesures accroîtront l'aide cruciale accordée aux étudiants diplômés et aux chercheurs en début de carrière du fait qu'au moins la moitié des fonds consacrés aux subventions vont aux adjoints à la recherche, procurant ainsi tant de l'expérience qu'une aide financière pour développer des talents hautement qualifiés.

U15 Canada reconnaît qu'une augmentation de 10 % reflète une ambition minimale; selon les données disponibles, l'absence d'augmentation de fonds pour les recherches menées par des chercheurs dans les budgets de 2022 et de 2023 équivaut à une coupure budgétaire de 18 % des fonds consacrés à la recherche. Cette coupure reflète une inflation de 6,8 % en 2022 et de 5,6% en 2023 tandis que le nombre de doctorants a augmenté de 2,5 % en 2022 et de 2,2 % en 2003¹⁰. Selon ces données, une augmentation de 15 % par année permettrait de ramener la capacité de recherche du Canada à sa base de référence précédente. U15 Canada reconnaît aussi l'appel à un doublement immédiat du budget des organismes subventionnaires de la recherche pour répondre ambitieusement et sans réserve à la concurrence mondiale.

U15 Canada recommande de créer 750 nouvelles chaires de recherche du Canada à l'intention de chercheurs en début et en milieu de carrière (Niveau II) assorties d'un montant de 82,5 millions de dollars par année pour cinq ans à titre d'aide à l'exploitation de la recherche et de fonds pour l'infrastructure de recherche. La création de nouvelles chaires de recherche du Canada aidera le Canada à conserver des talents hautement qualifiés et à créer des voies pour les chercheurs qui souhaitent poursuivre leurs ambitions professionnelles ici, au Canada. De plus, la création de nouveaux sites facilitera l'expansion du bassin de talents du Canada en donnant davantage de possibilités aux groupes en quête d'équité de sorte que le milieu de la recherche du Canada reflète la diversité de notre pays. Le parti libéral du Canada promettait sur sa plateforme de 2021 la création de 1 000 chaires de recherche du Canada supplémentaires pour faciliter, d'une part, l'attraction et la rétention de grands talents dans les universités canadiennes et, d'autre part, la recherche aux cycles supérieurs conformément aux principes d'équité et de diversité pour veiller à ce que le programme serve à édifier une société et une économie de l'innovation inclusive. Créé en 2000, le programme des chaires de Recherche du Canada a été

¹⁰ Patry, Gilles. *An analysis of Tri-council investments over the years (2000-2022)*. Ottawa: Gilles Patry, 2023.

mis sur pied précisément pour accroître la production nationale et la rétention des détenteurs de diplômes de cycle supérieur et des chercheurs ayant acquis une expérience de classe mondiale susceptibles d'aider à diriger la charge du Canada sur l'économie du savoir et le modèle de l'innovation fondé sur les talents. Il est impossible de sous-estimer le rendement de cet investissement : les personnes qui s'adonnent à la recherche bénéficient de l'amélioration de leurs connaissances et de leurs aptitudes, et celles qui quittent le milieu universitaire jouent des rôles de premier plan dans des entreprises et des communautés ainsi que dans le développement de notre société au sens large du terme.

U15 Canada recommande d'étendre les possibilités de recherche au premier cycle par l'entremise des programmes des conseils subventionnaires existants. Les étudiants de premier cycle représentent le bassin des talents potentiels de l'écosystème de la recherche et de l'innovation du Canada. Bien que seul un petit nombre passera aux programmes de cycle supérieur, cette occasion de participer à des projets de recherche à titre d'étudiants de premier cycle peut placer les étudiants sur le chemin de la réussite à long terme. Les investissements visant à inciter les étudiants de premier cycle peuvent comprendre l'expansion du programme de bourses de recherche de premier cycle.

Les investissements qui ciblent l'innovation

Afin de stimuler la croissance économique, d'augmenter la productivité, de susciter l'innovation et, ainsi, d'accélérer la transition du Canada vers un avenir durable, prospère et juste, U15 Canada fait les recommandations suivantes :

U15 Canada recommande d'étendre le Fonds d'excellence en recherche Apogée Canada (« FERAC ») de 200 millions de dollars par année durant cinq ans. En sus d'assurer et d'améliorer le vecteur canadien du développement de talents hautement qualifiés, l'approche de plus en plus ambitieuse du financement de la recherche par des homologues du Canada nécessite une réponse stratégique de notre pays afin de sécuriser notre position dans des secteurs clés de l'innovation de l'économie du savoir. Pour veiller à ce que le Canada puisse s'adapter à l'ampleur du défi industriel de ses concurrents sur la scène mondiale, il faut, entre autres, mettre au centre des stratégies des investissements spécifiques, ciblés et axés sur une mission aux niveaux de la science et de la recherche pour stimuler la productivité, favoriser l'innovation et attirer des capitaux.

Pour que le Canada puisse maintenir sa capacité interne et sa souveraineté nationale, le gouvernement fédéral doit agir dès maintenant pour assurer la croissance de secteurs émergents comme l'IA, les matériaux quantiques, la fabrication de VE, les minéraux critiques et les semi-conducteurs. Les universités vouées à la recherche du Canada sont prêtes à travailler en partenariat avec le gouvernement fédéral dans des secteurs clés pour promouvoir l'innovation, conclure des partenariats de recherche approfondie avec l'industrie et veiller à ce que le Canada puisse être le chef de file mondial des secteurs émergents de la haute technologie de l'avenir.

Comme les universités du Canada constituent un point d'ancrage pour les centres mondiaux d'excellence d'un vaste éventail de domaines, elles produisent des chercheurs de

calibre mondial, un bassin de talents expérimentés et hautement qualifiés ainsi que des partenariats approfondis avec l'industrie qui suscitent la création du savoir essentiel à la promotion de l'innovation. En tirant parti de la réussite d'un programme couronné de succès jamais assez financé et en étendant le FERAC, le gouvernement fédéral pourrait être plus concurrentiel sur le plan mondial en développant des centres d'excellence durables et intégrés dans des domaines émergents. Initiative touchant trois organismes, le FERAC confère à nos établissements la capacité potentielle d'obtenir les meilleurs talents et les meilleures possibilités de partenariat pour donner lieu à des découvertes avant-gardistes et mettre de l'avant les meilleurs atouts sur la scène mondiale. Les bourses offertes par le FERAC faciliteront la mise en œuvre de stratégies institutionnelles transformationnelles et avant-gardistes et, ce faisant, aideront de grands centres d'excellence mondiaux de la recherche qui mettront nos chercheurs sur la scène mondiale. Ici, l'investissement fédéral fournira à tout l'éventail des chercheurs les ressources nécessaires pour entreprendre des projets de recherche qui donneront lieu à de nouvelles découvertes et feront du Canada le centre duquel les futurs chercheurs aspireront à faire partie. Une enveloppe de financement supplémentaire permettrait d'organiser un concours de financement tous les trois ou quatre ans (au lieu du cycle actuel sur sept ans) et ainsi de mieux tenir le rythme dans le contexte national et mondial qui change rapidement. De plus, il faudrait inviter les universités à soumettre un plus grand nombre de demandes pour, d'une part, tirer parti de l'ensemble des initiatives prometteuses et, d'autre part, encourager la soumission de propositions cohérentes et ciblées.

U15 Canada recommande d'investir chaque année 200 millions de dollars sur cinq ans pour favoriser la recherche dans des domaines sensibles. La sécurité de la recherche, qui influe sur la façon dont les chercheurs du Canada procèdent, est un enjeu urgent dans notre pays. Bien que les université et le gouvernement du Canada continuent de développer de solides mesures pour atténuer les menaces à la sécurité de notre écosystème de la recherche dans le cadre d'une responsabilité commune pour veiller à ce que la recherche soit aussi sécuritaire que nécessaire et aussi libre que possible, il est vital que le Canada demeure le chef de file des domaines émergents critiques. Au fur et à mesure du renforcement de la sécurité, il faut combattre activement l'affaiblissement de notre capacité de recherche. Cette subvention servirait à investir dans des projets de recherche dans des domaines qui, selon les listes des domaines de recherche sensibles et des technologies sensibles du Canada, nécessitent des mesures supplémentaires en matière de sécurité nationale, notamment l'application des *Lignes directrices sur la sécurité nationale pour les partenariats de recherche*. En agissant de la sorte, le Canada pourrait devenir un chef de file mondial de la recherche protégée, collaborative et avant-gardiste dans des domaines qui revêtiront une importance critique pour notre réussite et notre prospérité à venir. Les projets de recherche seraient dirigés par des chercheurs, des projets préliminaires dont les effets potentiels ont été établis dans l'un des domaines donnés. Cet investissement est essentiel pour empêcher une baisse de la recherche et de la formation des talents dans les domaines qui, selon le gouvernement fédéral, constituent une priorité stratégique.

U15 Canada recommande la mise en œuvre de l'engagement de la plateforme libérale d'octroyer 75 millions de dollars par année sur cinq ans à des partenariats privés, dont ceux faisant intervenir l'aide de la Corporation d'innovation du Canada. Le Canada détient les

éléments constitutifs d'une économie novatrice, mais il faut en faire davantage pour commercialiser la recherche. Les entreprises canadiennes n'investissent pas dans la recherche-développement dans la même mesure que leurs homologues sur la scène mondiale. Cela signifie qu'il y a chez nous une capacité réduite de transformer les nouvelles idées et propriétés intellectuelles en produits concurrentiels. Résultat : les occasions s'en vont souvent ailleurs, et notre productivité économique s'en trouve réduite. Ce nouveau fonds pourrait favoriser les activités de commercialisation et les possibilités entrepreneuriales notamment en aidant les chercheurs à transformer leurs idées en des inventions commercialisables éprouvées, en établissant des liens entre les technologies et les compagnies dérivées à l'aide de fonds destinés à des occasions d'investissement, et en naviguant les ententes juridiques et les exigences réglementaires requises. L'écosystème de la recherche du Canada est structuré pour attirer des investissements de l'industrie, et des fonds issus de partenariats du secteur privé appuieront l'ambition de la Corporation d'innovation du Canada d'aider les entreprises canadiennes de l'ensemble des secteurs et régions à devenir plus novatrices et plus productives.